

**Droit européen des affaires :**  
**« Les libertés de circulation : Marchandises, Capitaux, Prestation de services,  
Établissement et Travailleurs »**

Introduction

**Partie I : L'Europe du « laissez passer »**

**Titre I : La prohibition des restrictions discriminatoires**

**Chapitre I : Champ d'application**

**Section I : Champ d'application territorial**

I : Un élément d'extranéité

A : La libre circulation des marchandises

B : La liberté d'établissement et la libre circulation des travailleurs

C : La libre prestation de services

D : La libre circulation des capitaux

II : Une situation purement interne

A : Les douanes intérieures

B : Un effet potentiel sur le marché unique

**Section II : Champ d'application matériel**

I : La libre circulation des marchandises

A : Définition

B : L'absence de rattachement à une autre liberté

II : La libre circulation des acteurs économiques

A : Les acteurs visés

1 : Les travailleurs indépendants

2 : Les travailleurs subordonnés

B : La notion d'activité économique

1 : L'existence d'une rémunération

2 : L'absence d'activité sociale

III : La libre circulation des capitaux

**Section III : Champ d'application personnel**

I : Les sujets actifs

A : Les personnes physiques

B : Les personnes morales

1 : Une assimilation aux personnes physiques

2 : Le maintien de la personnalité morale

II : Les sujets passifs

A : Les entités publiques

1 : Les autorités nationales

2 : Les autorités européennes

B : Les entités privées

- 1 : Un effet direct horizontal
- 2 : La spécificité de la libre circulation des marchandises

## **Chapitre II : Le contenu de la prohibition**

### **Section I : La notion de discrimination directe**

- I : Les exigences d'une Union douanière
  - A : Les droits de douanes et taxes d'effet équivalent
    - 1 : Une prohibition absolue
    - 2 : L'absence de régime dérogatoire
  - B : Les impositions intérieures discriminatoires
    - 1 : La notion d'imposition intérieure
    - 2 : Le refus du traitement national
      - a : La taxation des marchandises
      - b : La taxation des services
- II : Les exigences d'un marché intérieur
  - A : Le rejet des discriminations en droit
    - 1 : Le critère de la nationalité
      - a : Notion
      - b : Le refus du traitement national
    - 2 : La comparabilité des situations
      - a : Méthode
      - b : Le critère de résidence et le droit fiscal
  - B : L'indifférence de l'objet et de l'effet de la norme
    - 1 : L'objet de la norme
      - a : Le dépassement de la notion de réglementation commerciale
      - b : L'inopposabilité des compétences réservées aux Etats
    - 2 : L'effet de la norme
      - a : Le rejet de la théorie *de minimis*
      - b : Un effet trop aléatoire et indirect

### **Section II : La notion de discrimination indirecte**

- I : La libre circulation des marchandises
  - A : Les impositions intérieures indirectement discriminatoires ou protectionnistes
    - 1 : Une discrimination de fait
    - 2 : Une mesure protectionniste
  - B : Les mesures non-fiscales
- II : La libre prestation de services
- III : La liberté d'établissement et de circulation des travailleurs
- IV : La libre circulation des capitaux

## **Titre II : Les dérogations**

### **Chapitre I : Un objectif légitime**

#### **Section I : Les dérogations textuelles**

- I : Des dérogations communes à l'ensemble des libertés
  - A : La préservation des intérêts essentiels de l'Etat
    - 1 : Ordre public et sécurité publique
      - a : Ordre public
      - b : Sécurité publique
    - 2 : Les emplois rattachés à la puissance publique
      - a : Un critère fonctionnel
      - b : Les professions juridiques
  - B : Santé publique
- II : Des dérogations propres à la libre circulation des marchandises

- A : La protection des trésors nationaux
- B : La protection de la propriété industrielle et commerciale
- III : Des dérogations propres à la libre circulation des capitaux
  - A : La prise en compte d'exigences fiscales
  - B : Les relations avec les pays tiers
- Section II : Les dérogations jurisprudentielles**
  - I : La présence des principes généraux du droit
  - II : La prise en compte de tout intérêt légitime
    - A : Une liste non-exhaustive
    - B : Les motifs fiscaux
- Section III : L'argument économique**
  - I : Le rejet des considérations purement économiques
    - A : La préservation de l'économie nationale
    - B : La préservation de recettes fiscales
    - C : Le financement d'une politique d'intérêt général
  - II : La prise en compte de l'équilibre économique d'une activité d'intérêt général
- Chapitre II : Une mesure proportionnée**
  - Section I : Le test d'efficacité**
    - I : Définition
    - II : Illustrations
      - A : Cohérence
      - B : Adéquation
  - Section II : Le test de proportionnalité stricto sensu**
    - I : Définition
    - II : Illustrations
      - A : L'absence manifeste d'alternative
      - B : Le respect des principes généraux du droit

## **Partie II : l'Europe du laissez-faire**

### **Titre I : L'entrave non-discriminatoire : le principe de reconnaissance mutuelle**

#### **Chapitre I : Le dépassement du traitement national**

- Section I : La libre circulation des marchandises : une liberté modèle**
  - I : L'arrêt Cassis de Dijon
    - A : Le principe du droit du pays d'origine
    - B : Le régime des marchandises en libre pratique
  - II : La réaction du législateur européen
- Section II : Libre prestation de services**
  - I : La remise en cause des conditions d'accès et d'exercice d'une activité
    - A : Restrictions pesant sur le prestataire
      - 1 : Conditions d'accès
      - 2 : Conditions d'exercice
    - B : Restrictions pesant sur le client
  - II : La directive 2006/123
- Section III : Liberté d'établissement et libre circulation des travailleurs**
  - I : La remise en cause des conditions d'accès et d'exercice d'une activité
  - II : L'encadrement de l'activité pharmaceutique
  - III : La directive 2006/123
- Section IV : Libre circulation des capitaux**

- I : La remise en cause des conditions d'investissement
- II : L'accès aux entreprises privatisées
- Chapitre II : Vers un régime commun aux libertés de circulation ?**
- Section I : Entrave non-discriminatoire et droit du pays d'origine**
- I : Libre circulation des marchandises
- II : Les autres libertés
  - A : La libre prestation de services
  - B : La liberté d'établissement et la libre circulation des travailleurs
- Section II : Monopoles commerciaux et monopoles de services**
- I : Distinction
- II : Le régime de l'article 37 TFUE
- Section III : Entrave non-discriminatoire et droit fiscal**
- I : Autonomie fiscale
- II : Illustrations

**Titre II : Les aléas de l'entrave non-discriminatoire**

- Chapitre I : Le revirement de l'arrêt Keck et Mithouard**
- Section I : Une délimitation du champ matériel de l'entrave non-discriminatoire à la libre circulation des marchandises**
- I : Conditions de vente et modalités de vente
  - A : Un revirement explicite
  - B : Illustrations
    - 1 : Conditions de vente
    - 2 : Modalités de vente
- II : Une distinction contestable
- Section II : Une absence de généralisation aux autres libertés de circulation**
- I : Libre prestation de services
- II : Liberté d'établissement et libre circulation des travailleurs
- III : Libre circulation des capitaux
- Chapitre II : Un revirement contourné**
- Section I : Une interprétation extensive du concept de discrimination indirecte**
- I : Libre circulation des marchandises
  - A : L'encadrement des prix
  - B : L'encadrement de la publicité
  - C : L'encadrement de la vente à distance
- II : Les autres libertés de circulation
  - A : L'encadrement des prix
  - B : L'encadrement de la publicité
  - C : L'antériorité de l'établissement
  - D : Les procédures d'octroi d'un marché public
- Section II : Le recours à la notion d'entrave à l'accès au marché**
- I : Libre circulation des marchandises
  - A : Les mesures inclassables
  - B : Les conditions et les modes de vente
- II : Libre circulation des opérateurs économiques
  - A : Les conditions d'accès à l'activité
  - B : Les conditions d'exercice de l'activité
- III : Libre circulation des capitaux

*Bibliographie :*

*G. Decocq - A. Decocq : Droit européen des affaires, L.G.D.J. 2010*

*C. Gavalda - B. Lecourt - G. Parleani : Droit des affaires de l'Union européenne, LexisNexis, 2015*

*L. Vogel : Traité de droit économique - Droit européen des affaires, tome 4, Bruylant, 2017*

*C. Barnard : The substantive law of the EU. The four freedoms, OxfordUniversity Press, 2016*